

Suppressions d'emplois chez Sanofi, Restructurations à l'université, au CNRS, à l'INSERM, Quel avenir pour la recherche ?

Plans sociaux à répétition à Sanofi

Avec l'accélération de la crise économique, de nombreuses entreprises en profitent pour licencier et fermer des filiales dans tous les secteurs, notamment dans le secteur de la Recherche et du Développement. L'exemple de Sanofi est parlant : 1500 emplois dans les vaccins, les fonctions support et la recherche sont aujourd'hui menacés. Sanofi se désengage du site de Toulouse et supprime les activités de recherche à Montpellier. Tout porte à penser que Sanofi entend se débarrasser de sa branche R&D en France.

Parallèlement aux suppressions d'emplois dans les pays industrialisés, Sanofi sous-traite une partie de ses activités dans des pays, où les salaires, même pour des chercheurs diplômés, sont nettement plus bas. Il s'agit donc de délocalisations appliquées aux secteurs « à haute valeur ajoutée », dont on nous assurait que pour peu que l'État subventionne les secteurs R&D des entreprises (par le Crédit impôt recherche) et favorise « l'employabilité » de ses jeunes diplômés (en professionnalisant l'enseignement supérieur), ils ne seraient pas délocalisés. Il s'agissait finalement d'un chantage à l'emploi comme un autre.

La recherche publique au service des entreprises?

Difficile de ne pas mettre en rapport les licenciements à répétition à Sanofi depuis 2009 et les évolutions actuelles de la recherche publique, en particulier dans les sciences de la vie. Ainsi, la création en 2009 d'AVIESAN (Alliance pour les sciences de la vie et de la santé), regroupant les sections ad hoc du CNRS, l'INSERM, l'INRA etc., était sensée « renforcer la synergie entre la recherche publique et les industriels pour maintenir une R&D industrielle française de qualité sur le sol français » d'après son PDG André Syrota. Après 3 ans et plusieurs signatures de partenariats avec Sanofi, force est de constater que le résultat est plutôt la prise en charge par la recherche publique d'une partie de la R&D du privé. Autrement dit, l'INSERM, le CNRS et les facs de médecine sont amenés à faire les premières étapes du développement du médicament se substituant ainsi aux industries pharmaceutiques. Il s'agit bien là d'une forme de

« délocalisation vers le public » se matérialisant à travers une présence renforcée du « monde l'entreprise » dans les instances de décisions (CA des universités, bientôt UFR?), des financements sur projets par Sanofi (en réalité amortis à 60% par le crédit impôt recherche et effectués par des personnels précaires) ou par une politique de rachat de start-up rentables par Sanofi (avec leur brevets), financées et hébergées pendant des années sur fonds publics.

Si Sanofi licencie, c'est parce qu'elle entend faire faire sa recherche par le secteur public avec l'aval des directions des universités et organismes applaudissant « la recherche finalisée » et « l'employabilité des étudiants » pour mieux faire oublier le bilan de ces dernières années en la matière, et tout cela pour un investissement quasi-nul de Sanofi grâce au crédit impôt recherche.



Des salarié-e-s du centre de recherche de Sanofi Vitry-Alfortville seront présents à Jussieu (UPMC - Métro Jussieu)

Le 26 février, amphi 25 à 12h15

Pour débattre de l'avenir de la recherche en France et faire connaître leur lutte contre les suppressions de postes.

Venez nombreux !



Quels débouchés pour les étudiants ?

Pour les étudiants, ces licenciements créent une absence de débouchés dramatiques, les contraignant à candidater sur des postes mal payés et précaires souvent en dessous de leur qualification. Sans compter que dans un contexte de licenciements massifs, des diplômes professionnalisants souvent trop spécifiques à un secteur d'activité économique ne permettent pas de s'insérer durablement sur le marché du travail. Tout au plus les plus diplômés d'entre eux (en particulier les titulaires de doctorat) trouvent-ils des CDD dans les laboratoires de recherche publique (pompeusement appelés « post-doc ») cofinancés par ces entreprises, et subissent ainsi des années de précarité avant de décrocher un emploi stable.

Sanofi en quelques chiffres

- 4800 chercheurs en France
- 4000 postes supprimés entre 2009 et 2011
- 1500 postes menacés par le plan social actuel
- 8,2 milliards d'euros de bénéfice en 2012 dont 45% reversés aux actionnaires



Le Crédit impôt recherche c'est...

- La niche fiscale la plus onéreuse avec 5 milliards d'euros en 2012. Soit 20% de l'effort global pour la R&D
- 150 millions d'euros reversés à Sanofi en 2012. Soit l'équivalent de l'ensemble des salaires bruts du centre Sanofi de Vitry-Alfortville

RÉUNION - DÉBAT À JUSSIEU

Des salarié-e-s du centre de recherche de Sanofi Vitry-Alfortville seront présents à Jussieu (UPMC - Métro Jussieu)

Le 26 février, amphi 25 à 12h15

Pour débattre de l'avenir de la recherche en France et faire connaître leur lutte contre les suppressions de postes.

Venez nombreux !

Initiative à l'appel de :

CGT Sanofi Vitry-Alfortville, SNTRS-CGT Jussieu, SNTRS-CGT DR2, FercSup Paris 6
Soutenue par l'Union Locale CGT des 5 et 6èmes arrondissements